

Lucien Martily

5e circonscription du Val-d'Oise

Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs



Yvan Rochatte

Vie chère, chômage, expulsions, misére : ça suffit !

— 20 ans que nous subissons l'arrogance d'un pouvoir qui ment, qui se nourrit de spéculations et de scandales, qui exploite et opprime.
— 20 ans que nous subissons l'autoritarisme d'un régime qui bafoue les libertés, qui expulse Croissant, qui matraque les travailleurs en lutte, qui tue comme à Creys-Malville, comme à Reims.
— 20 ans qu'en notre nom, ce pouvoir vend des armes à l'Afrique du Sud intervient militairement en Afrique contre les luttes de libération.

Nous voulons que ça change, nous en avons assez !

- Assez de la baisse du pouvoir d'achat pour les travailleurs et des milliards donnés au patronat.
- Assez des licenciements, du chômage et de son cortège de misères et d'humiliations.
- Assez de l'oppression subie par les femmes, confinées dans les traveaux ménagers, souvent considérées comme de simples objets sexuels, victimes de toutes les discriminations.
- Assez des conditions de travail de plus en plus dures, assez des heures perdues dans les « transports en commun », entassés comme du bétail.
- Assez de ces villes de béton, création des spéculateurs immobiliers qui ont « oublié » les enfants, les personnes âgées, les handicapés...
- Assez de cette société inhumaine qui étouffe les jeunes, à l'école, à l'usine, à l'armée, où ils sont conditionnés, baillonnés, réprimés ; assassinés même — comme Lucien Melyon, jeune Antillais de Garges, tué par le service d'ordre, lors d'un concert à la porte de Pantin — condamnés à la course au fric ou à une marginalité désespérante.
- Assez des conditions faites aux nouveaux esclaves — les travailleurs immigrés — privés de tout droit, déportés, surexploités, en butte au racisme.

Voila le bilan de Giscard-Barre-Chirac et cie

Voila leur « bon choix » ! Il faut les chasser !

C'est pourquoi, quelles que soient les décisions des états-majors du PC et du PS, les révolutionnaires vous appellent à reporter vos voix, au second tour, sur le candidat ouvrier le mieux placé.

Pour changer, peut-on faire confiance au PC et au PS ?

— En mai 1968, nous étions des millions, en grève, dans la rue. enthousiastes, solidaires, fraternels. Le PC et le PS n'ont rien proposé sinon se rallier à la solution de la bourgeoisie d'organiser des élections. Canalisé, dispersé, émietté, ce gigantesque mouvement social s'est enlisé dans les urnes de la peur.
— Depuis, les travailleurs ont continué leur combat, dans les usines, les bureaux, les quartiers. Jamais sous la Ve République un gouvernement n'a été si isolé, discrédité, minoritaire. PC et PS ont alors laissé ou fait croire que la solution ne résidait pas dans la lutte d'ensemble résolue, unie mais dans les urnes : que le bulletin de vote était le prolongement naturel de la grève.

Au moment du vote, PC et PS s'entredéchirent ! A qui donc fera-t-on croire que le changement efficace vient dans la différence entre 729 entreprises nationalisés (PC) ou 250 (PS), c'est-à-dire 0,7 % des entreprises françaises ?

Les querelles d'appareils ne peuvent masquer que le PC et le PS sont d'accord sur l'essentiel :
— d'accord pour ménager Giscard et le garder comme président ;
— d'accord pour conserver la Constitution de 1958, qui donne d'immenses pouvoirs au président pour s'opposer à tous les changements ;
— d'accord pour flirter avec des groupuscules bourgeois, hostiles aux intérêts des travailleurs, que ce soient les radicaux de gauche ou les gaullistes d'opposition ;
— d'accord poür rassurer les patrons, limiter les nationalisations, indemniser grassement les actionnaires ;
— d'accord pour faire le silence sur les revendications ouvrières les plus urgentes :

L'échelle mobile qui garantirait notre pouvoir d'achat. La réduction massive du temps de travail, les 35 heures tout de suite, qui nous donnerait un peu le temps de vivre. Le droit de veto accordé aux travailleurs sur les licenciements pour que nous ne soyons plus de pions que les patrons déplacent ou sacrifient sur le marché du travail.

Depuis 1972, les révolutionnaires expliquent que le Programme commun, même s'il comporte des mesures positives, n'est pas un programme de rupture avec le capitalisme. Qu'il ne prévoit qu'un aménagement du système et que comme toute tentative réformiste, il est voué à l'échec.

C'est pourquoi vous refuserez de donner un chèque en blanc à Marchais et Mitterrand.

En votant au premier tour pour les candidats « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », vous direz au PC et au PS :
— oui, nous voulons battre la droite ;
— oui, vous devez former ensemble un gouvernement qui rompe avec Giscard, qui satisfasse nos revendications.

Mais vous direz aussi que vous vous refusez demain à supporter de nouveau l'austérité, fut-elle de gauche. Que vous n'êtes pas prêt à renoncer à vos revendications. Qu'il faudra compter avec vos exigences, votre vigilance, votre mobilisation.

Changeons la vie !

Pour changer la vie, il faut rompre avec ce système, il faut le socialisme. Un socialisme qui n'a rien à voir avec la gestion de l'économie capitaliste à l'allemande, rien à voir avec la dictature bureaucratique des pays de l'Est.

Nous voulons :

— la planification de la production par les travailleurs eux-mêmes ;

— le droit de veto sur les licenciement ;

— l'égalité réelle des hommes et des femmes (salaire, emploi, formation) ce qui implique des équipements sociaux et de qualité ; le droit à l'avortement libre et gratuit ; le droit à disposer librement de son corps ;

— la réduction du service militaire à six mois et les droits démocratiques reconnus aux soldats, en particulier le droit d'organisation syndicale ;

— une formation gratuite et unique jusqu'à dix-huit ans pour toutes et pour tous ;

— le droit pour les minorités nationales (corse, bretonne, occitane...) de vivre et de travailler au pays, d'élire leurs représentants et parler leur langue ;

— les droits sociaux et politiques identiques pour les travailleurs français et immigrés ;

— l'arrêt immédiat du programme nucléaire, la suppression de la force de frappe.

Antilles indépendantes

Le Groupe révolution socialiste (section antillaise de la IVe Internationale) présente des candidats aux Antilles. Il présente également un travailleur antillais dans la Ve circonscription du Val-d'Oise — ou réside une importante communauté antillaise — dans le cadre de la liste « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » :

« Nous estimons que les enjeux de cette élection sont trop importants pour que nous restions en dehors de la bataille. La crise sociale (chômage, vie chère, etc.) frappe tous les travailleurs aux Antilles comme en France. Elle met à l'ordre du jour :

— chasser le gouvernement anti-ouvrier et colonialiste de Barre et Giscard ;

— faire triompher le droit des peuples antillais à disposer d'eux-mêmes.

Le changement ne sort pas magiquement des urnes, pour nous, Antillais, participer à cette élection, c'est rendre la parole à l'immigration baillonnée des dernières colonies françaises. C'est dénoncer l'Etat colonial et son officine le BUMIDOM (chargée d'organiser l'émigration des Antillais).

— dissolution du BUMIDOM ;

— contre le chômage et la déportation, droit des Antillais de vivre et de travailler au pays !

La satisfaction de ces exigences et impossible si les travailleurs antillais immigrés ne se battent pas avec et dans le mouvement ouvrier français pour le droit à la séparation politique d'avec l'Etat national.

Vivre entièrement libre aux Antilles, c'est en finir avec la colonisation française et mettre à bas le pouvoir des capitalistes, chasser les forces de répression.

Le PC guadeloupéen et martiniquais, le PPM, se sont prononcés pour l'autonomie dans le cadre de la République française. Mais que sera ce pouvoir devant l'armée et la police coloniale qu'ils entendent maintenir en place ? Peut-on exercer le pouvoir au profit des travailleurs sans expropriation des banques, des capitalistes locaux et étrangers ? Sans donner aux paysans pauvres la terre qu'ils travaillent ?

Plutôt que de favoriser la mobilisation des masses antillaises, les partis réformistes entendent s'appuyer sur la gauche démocratique française qui a déjà dit sa volonté de garder Giscard, de respecter la Constitution de 1958 et « l'économie de marché ».

Le Groupe révolution socialiste revendique l'élection libre d'une Assemblée constituante qui portera atteinte à la souveraineté de l'impérialisme français, expulsera les forces de répression, expropriera les capitalistes. Mais pour accomplir ces tâches, elle devra s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs et le développement des luttes ouvrières.

Notre lutte d'aujourd'hui pour la Constituante doit ouvrir la voie à la construction d'un Etat antillais indépendant et socialiste. »

Tout cela est possible. Mais un bulletin de vote ne suffira pas pour changer la vie.

C'est de vous, de votre détermination, de votre mobilisation, de la capacité de chaque travailleur et travailleuse à s'organiser pour défendre ses revendications et imposer son contrôle que tout dépendra demain.

En votant le 12 mars pour :

Lucien Martily
infirmier psychiatrique
militant du GRS

et Yvan Rochatte (suppléant)
dessinateur, militant de la LCR

Dans le cadre de l'accord unitaire LCR-CCA-OCT « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ».

Vous direz :

— Dehors Giscard, Chirac et Barre.

— Non à toute austérité, de droite ou de gauche.

Vous voterez :

— Pour les solutions ouvrières à la crise.

— Pour l'unité des travailleurs.

— Pour l'autogestion socialiste.

— Pour le respect au droit à la séparation des Antilles.

Vu, le candidat.

IMPRIMERIE ROTOGRAPHIE